

LA SITUATION ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI
EN BASSE-NORMANDIE
AU 1^{ER} JANVIER 2014

AVIS

du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional de Basse-Normandie
adopté à l'unanimité moins 14 abstentions

Séance du 22 avril 2014

LA SITUATION ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI EN BASSE-NORMANDIE AU 1^{ER} JANVIER 2014

2013 constitue la sixième année de crise que traversent la plus grande partie des pays européens, la France et, en son sein, la Basse-Normandie. Le caractère durable et conséquent de cette crise multifactorielle avait déjà été souligné dans les avis précédents émis par le CESER sur la situation économique et sociale et force est de constater que l'année 2013 n'est en rien venue infirmer ce diagnostic.

Incontestablement, la conjonction de facteurs défavorables comme l'atonie de la consommation, la faible évolution de la croissance (+ 0,3 % en 2013 après 0 % en 2012), la faiblesse des investissements et un commerce extérieur lourdement déficitaire, tout concourt à entretenir en France un climat économique et social particulièrement préoccupant.

Dans un tel contexte national, il n'est pas surprenant que l'économie bas-normande soit en souffrance. Le chômage continue de croître, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée plus encore, les investissements évoluent à la baisse, les exportations stagnent tandis que les importations diminuent, signe d'une consommation en retrait. Peu de secteurs échappent à ce contexte et finalement tous subissent cette situation difficile.

Indicateur central s'il en est, celui relatif à l'évolution de l'emploi salarié restitue bien la tonalité préoccupante de ces propos introductifs. Selon l'INSEE, l'emploi salarié (hors fonction publique) a vu ses effectifs à nouveau reculer en 2013 de 2 610 emplois contre il est vrai une baisse de plus de 5 200 en 2012. Cette baisse de 0,8 % est plus élevée que celle comptabilisée en France (- 0,2 %). En valeur relative, l'industrie (- 2,2 %) et le bâtiment (- 3,4 %) alimentent cette diminution de l'emploi salarié tandis que le secteur tertiaire revient à la croissance de ses effectifs avec une hausse, certes modeste, de 0,2 %.

Les deux indicateurs que sont également l'intérim et l'activité partielle¹ apportent des informations complémentaires à l'évolution observée de l'emploi en 2013 en Basse-Normandie. En correspondance avec le contexte de morosité économique, le recours à l'activité partielle a ainsi été deux fois plus important qu'en 2012. Il s'est élevé à 131 483 journées et a concerné pour 44 % d'entre elles le secteur industriel. L'intérim, pour sa part, a connu un léger regain avec une augmentation de 1 %² pour un total de 11 735 équivalents temps plein.

Au plan sectoriel, l'industrie a connu en Basse-Normandie une année délicate avec des indicateurs globalement orientés à la baisse. Il en va ainsi du chiffre d'affaires qui aurait, selon l'enquête annuelle menée par la Banque de France, diminué en 2013 de 1,5 %. De même, les exportations industrielles régionales auraient été caractérisées par une baisse de 0,5 % tandis que l'emploi dans sa globalité (c'est-à-dire avec l'intérim) aurait évolué négativement (- 2,8 %). Enfin, les investissements auraient reculé de 4,1 %.

Au sein de l'industrie, peu de secteurs d'activité échappent à ces tendances négatives. Tous connaissent des chiffres d'affaires en diminution. En revanche, les industries agricoles et agro-alimentaires et le secteur (hétérogène) de la fabrication d'autres produits industriels affichent une reprise des investissements, reprise d'autant plus souhaitable pour l'agro-alimentaire que des opportunités de marchés se profilent à l'horizon des prochaines années

¹ Ex-chômage partiel.

² Après une diminution de 1 844 ETP en 2012.

avec en particulier une demande mondiale en produits laitiers en hausse constante et les possibilités offertes par la fin des quotas laitiers.

Dans le domaine des exportations, l'industrie automobile a enregistré une évolution positive de ses résultats suivie en cela par le secteur de la fabrication d'autres produits industriels.

Le tableau suivant synthétise ces informations.

Evolution en pourcentage	Chiffre d'affaires	Exportations	Investissements	Effectifs
Industries agricoles et agroalimentaires	- 1,7 %	- 2,0 %	+ 2,8 %	- 5,0 % (*)
Equipements électroniques et électriques	- 0,7 %	- 4,9 %	- 40,9 %	-
Industrie automobile	- 2,9 %	+ 1,6 %	- 13,5 %	- 3,2 %
Fabrication d'autres produits industriels	- 0,9 %	+ 1,4 %	+ 5,4 %	- 2,3 %
Total industrie	- 1,5 %	- 0,5 %	- 4,1 %	- 2,8 %

(*) Ce dernier chiffre, issu d'une enquête, est deux fois plus élevé que les estimations (hors intérim) opérées pour ce secteur par l'INSEE.

**Evolution du chiffre d'affaires, des exportations, des investissements et des effectifs (y.c. intérim)
par grands secteurs industriels en Basse-Normandie en 2013**

Source : Banque de France

Le secteur du bâtiment, secteur qui reflète souvent avec justesse le climat économique général, a connu une année 2013 pour le moins délicate. La profession estime ainsi que le secteur du gros œuvre a vu son activité décroître de 3,4 % tandis que le second œuvre quasi-maintenait ses positions (- 0,2 %), sans doute en raison du caractère porteur du marché de l'amélioration de la performance thermique. Le bâtiment a ainsi perdu en 2013 en Basse-Normandie de l'ordre de 1 200 salariés (hors intérim). Les travaux publics connaissent une situation économique comparable.

Un dernier élément doit être souligné. Il s'agit de la confirmation de la baisse en prix et en volume du marché de l'immobilier.

Concernant l'agriculture, l'année 2013 présente quelques évolutions marquantes. Ainsi, dans le domaine des productions végétales et notamment céréalières, après plusieurs années favorables voire très favorables, les prix ont été marqués par une inflexion notable à la baisse avec de surcroît une légère baisse des volumes. En matière de productions animales, alors que les prix demeurent orientés à la hausse, le niveau élevé (en prix) des consommations intermédiaires, surtout pour l'alimentation animale, est venu grever les résultats de ce type d'activité. D'une façon générale, le revenu net d'exploitation a diminué de 14,9 % en 2013 pour l'ensemble des entreprises agricoles de Basse-Normandie.

Mais ce sont les premières orientations à la baisse des aides européennes qui constituent sans doute pour 2013 l'événement marquant et ce d'autant que ce mouvement de diminution va connaître dans les prochaines années une amplification.

Toujours dans le secteur primaire, les activités de pêche ont subi, outre les contraintes sur la ressource, un contexte de prix influencé par une demande intérieure et extérieure (les marchés espagnols et italiens en particulier) affectée par la crise économique. Il convient de souligner que cette situation de diminution des apports et du chiffre d'affaires concerne l'ensemble de la pêche de la Manche et de l'Atlantique.

Les activités conchylicoles et en particulier ostréicoles continuent de subir les effets des phénomènes de mortalité qui affectent la production. Néanmoins, il semble que les

entreprises conchyliques aient stabilisé leurs effectifs et entament une reprise des investissements.

L'artisanat a connu en 2013 une année en demi-teinte. Les activités de production et alimentaires ont subi les effets de la crise tandis que celles liées aux services et au bâtiment affichaient une meilleure résistance grâce notamment aux activités de rénovation pour le dernier secteur cité.

Alors qu'il n'est pas possible de disposer d'un bilan et d'une analyse détaillés des activités tertiaires, on peut évoquer désormais avec une précision satisfaisante, grâce à la mise en place d'un dispositif d'observation spécifique, l'évolution de l'économie sociale et solidaire. Dispensatrice en Basse-Normandie de quelque 60 000 emplois, elle a connu ces dernières années une croissance modérée ce qui, compte tenu des circonstances économiques, constitue un résultat plutôt satisfaisant. Toutefois, ce qui démontre bien qu'elle est en prise avec l'économie réelle, l'économie sociale et solidaire a subi ces derniers trimestres des inflexions négatives.

Le domaine du tourisme s'est caractérisé en 2013 par une amélioration des paramètres de fréquentation. Ce bilan est d'autant plus remarquable qu'il fait suite à une diminution continue des résultats observés en la matière depuis 2010. Ce redressement de la fréquentation est surtout imputable à l'hôtellerie de plein air et plus généralement à un regain d'intérêt des Britanniques pour les séjours en Basse-Normandie, ce sans pour autant méconnaître l'influence d'une météorologie estivale plus que satisfaisante. Il faut augurer que pour l'année 2014 le 70^{ème} anniversaire du Débarquement et de la Bataille de Normandie ainsi que les Jeux Equestres Mondiaux (JEM) viendront relancer fortement l'activité touristique régionale et donneront un regain durable de notoriété et d'attractivité à la Basse-Normandie.

Quelques indicateurs généraux doivent ici être évoqués pour donner une dimension globale à ce tour d'horizon sectoriel.

Le commerce extérieur s'est caractérisé en Basse-Normandie en 2013, d'une part, par une stagnation des exportations et, d'autre part, par une diminution notable des importations évaluée à - 6,9 %. On observera que les exportations restent focalisées sur la zone euro et ne sont que trop peu orientées vers les marchés en croissance de l'Asie, de l'Amérique Latine et de l'Afrique. Le bilan 2013 de la création d'entreprises se singularise par une baisse significative de cet indicateur (- 5,3 %), plus importante qu'au plan national (- 1,9 %). De surcroît, ce résultat défavorable est principalement dû à une forte diminution de la création d'entreprises dans le Calvados. Toutefois, les défaillances d'entreprises ont baissé en 2013 de 4,1 %, ce qui pourrait être de nature à compenser quelque peu les résultats en diminution du paramètre précédent.

Enfin, les crédits consentis par le système bancaire régional aux entreprises et aux particuliers ont peu augmenté (+ 1,2 %), mais de façon cependant supérieure à l'évolution constatée au niveau national (+ 0,3 %). Il faut dans ce secteur souligner la baisse notable des crédits de trésorerie (- 6,3 %). En ce qui concerne les dépôts, la hausse constatée (+ 3,3 %) est à la fois inférieure à celle observée en 2012 (+ 6,9 %) et à celle comptabilisée en France (+ 5,5 %). Néanmoins, ce résultat confirme la propension qu'ont une partie des ménages à se constituer une épargne de précaution. Ce phénomène témoigne d'un déficit de confiance et se répercute défavorablement sur le niveau de consommation et d'investissement des ménages.

Comme la tonalité plutôt sombre de ces différentes informations l'induit, l'ensemble des données relatives au chômage restent préoccupantes.

Ainsi, le chômage de catégorie A (demandeurs d'emploi sans aucune activité), indicateur économique et social des plus observés, a connu en 2013 une aggravation sans toutefois atteindre l'ampleur observée en 2012. Son augmentation s'est établie à + 2,4 % à fin décembre 2013. Pour mémoire, entre 2011 et 2012, la hausse constatée avait été de 9,3 %. De la sorte, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A était au 31 décembre 2013 de 67 817. Il faut souligner que l'augmentation de la demande d'emploi enregistrée en Basse-Normandie à fin 2013 était nettement inférieure à celle comptabilisée en France (+ 5,6 %).

La demande d'emploi a par ailleurs augmenté de façon assez comparable dans chacun des trois départements bas-normands : + 2,0 % dans le Calvados, + 2,8 % dans la Manche et + 2,6 % dans l'Orne. Au sein des zones d'emploi, l'évolution de la demande d'emploi a été contrastée. Elle a crû dans la plupart des zones d'emploi et en particulier à Honfleur (+ 9,1 %) et dans la partie centrale et méridionale de la Manche. En revanche, 4 zones d'emploi ont affiché une baisse, certes modeste, de la demande d'emploi. Il s'agit de Flers, Vire, Lisieux et Argentan, pour des niveaux allant de - 0,3 % à - 1,4 %.

Ainsi, pour la sixième année consécutive, le nombre de demandeurs d'emploi a crû en Basse-Normandie. Le taux de chômage, au sens du BIT³, s'établit, quant à lui, à 9,0 % en baisse de 0,3 point par rapport à 2012. Par comparaison, il atteint 9,8 % en moyenne française.

Si le chômage des demandeurs d'emploi de catégorie A a relativement peu augmenté, il n'en a pas été de même pour ceux de catégorie B (ayant exercé une activité réduite courte) avec + 5,2 % et surtout pour ceux de catégorie C (ayant exercé une activité réduite longue) avec + 17,2 %. Ces évolutions différenciées dans leur ampleur témoignent d'un enlèvement économique au sein duquel s'est toutefois développée une offre d'emploi à durée réduite en hausse.

Catégories A, B et C confondues, le chômage 2013 a affecté à fin décembre en Basse-Normandie 106 811 personnes, soit 5 623 de plus qu'en 2012, soit une hausse de 5,6 % légèrement inférieure à celle comptabilisée en France entière (+ 6,1 %). Toutefois, il faut souligner qu'en la matière le dernier semestre 2013 a été caractérisé par une stabilisation. De façon plus exhaustive encore, c'est-à-dire en totalisant les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, D et E, le chômage concernait en Basse-Normandie 119 917 personnes, soit 6,1 % de plus qu'en décembre 2012 (+ 6,3 % en France).

Cette aggravation se traduit notamment par une augmentation considérable du chômage de longue durée (+ 11,7 % pour 42 955 personnes concernées) et surtout du chômage de très longue durée⁴ (+ 15,1 %). Là également, ces paramètres ont crû de façon moins élevée qu'en moyenne française. Consécutivement, le nombre des bénéficiaires du RSA n'a cessé de s'accroître en 2013 pour concerner en fin d'année 39 975 personnes, soit + 7,2 %. Ces quelques chiffres et leurs évolutions expriment combien une part croissante de la population bas-normande est exposée à des situations quotidiennes de plus en plus difficiles.

Au plan de la structure même de la demande d'emploi, il faut insister sur la plus grande augmentation du chômage masculin vis-à-vis du chômage féminin. Après plusieurs années de répétition de ce phénomène, les hommes représentent désormais 54,2 % de la totalité des demandeurs d'emploi. En revanche, du fait de l'impact des politiques publiques en faveur de l'emploi, le chômage des moins de 25 ans a reculé de 3,6 % alors même qu'au niveau national il est demeuré stable (+ 0,2 %). Le chômage des plus de 50 ans a, quant à lui, continué de croître en 2013. L'augmentation observée a été de 9,6 % (+ 12,0 % en France). Il faut à cet égard s'interroger sur la nature des politiques publiques déployées en faveur de ce segment de la population active. Il s'agit pourtant d'un public particulièrement exposé aux plans

³ Bureau International du Travail.

⁴ Au-delà d'une année de demande d'emploi, le chômage est dit de longue durée. Il devient de très longue durée au-delà de deux années.

sociaux et dont le reclassement se révèle délicat. Si rien n'est entrepris de significatif en direction de cette catégorie de demandeurs d'emplois, leur nombre ne cessera d'augmenter, ce d'autant plus que le nombre de bénéficiaires de départs anticipés pour carrière longue, après avoir fortement augmenté, va sans doute diminuer et que l'allongement de la durée d'activité va exposer au risque du chômage plus encore de salariés.

Le chômage apprécié selon le niveau de formation met en évidence la forte proportion de demandeurs d'emploi de niveau V, supérieure de 7,3 points au taux observé au plan national. De façon corollaire, les demandeurs d'emploi non qualifiés sont en proportion plus grande qu'en moyenne française, soit 33,2 % contre 30,0 %.

Enfin, pour lutter contre ce chômage de forte ampleur, qui plus est croissant, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques de l'emploi volontaristes. Qu'il s'agisse d'actions de formation, de reclassements, de mesures favorables à l'emploi dans les secteurs marchands et non marchands, elles ont concerné 59 800 bénéficiaires en 2013. D'une façon générale, les politiques mises en œuvre se sont heurtées à l'atonie des activités relevant du secteur marchand tandis que certaines des nouvelles mesures (contrats de génération) n'ont pas eu l'efficacité attendue, du moins dans le court terme.

Au-delà de ces constats relatifs à l'activité économique, à l'emploi et au chômage, tous empreints d'une tonalité plutôt sombre, il est intéressant dans cet avis sur la situation économique et de l'emploi pour l'année 2013 de porter un regard attentif à l'évolution et à la situation du secteur du bâtiment et des travaux publics. Il s'agit en effet d'activités qui témoignent des tendances générales de l'économie. Ces secteurs présentent en effet l'avantage de procéder tant de la commande publique que privée et reflètent notamment la capacité des entreprises et des ménages de générer de l'activité et d'investir. Enfin, ce sont des secteurs partout présents sur le territoire régional. Ils participent donc pleinement à l'aménagement (économique) du territoire.

Comme cet avis l'a souligné, le secteur du bâtiment et des travaux publics subit depuis environ 5 années la crise qui frappe l'ensemble de l'économie. A cet égard, le secteur du bâtiment a perdu en l'espace de cinq ans en région de l'ordre de 5 200 emplois et connaît année après année un tassement des carnets de commandes. Illustration de ces évolutions préoccupantes, le nombre de mises en chantier de logements n'a cessé de diminuer pour atteindre en 2013 un niveau inférieur à 6 400, niveau en deçà des besoins de constructions tels qu'évalués en Basse-Normandie. De surcroît, le différentiel entre les permis autorisés et les mises en chantier est supérieur à 20 % depuis 5 ans également. Il représente en cumul un « manque à construire » de 6 000 logements. Cela signifie en réalité qu'une partie des projets a été annulée par les investisseurs.

De plus, les données les plus récentes mettent en évidence une baisse considérable des mises en chantier. Ainsi observe-t-on entre les mois de janvier 2013 et de janvier 2014 une diminution de 25 % des mises en chantier (logements individuels et collectifs confondus). Il faut à ce propos préciser que l'entrée en vigueur de certaines normes dont notamment la Réglementation Thermique (RT) 2012 a eu pour effet de renchérir le coût de la construction.

Néanmoins, et heureusement, les activités de second œuvre reste pratiquement stables. Elles représentent environ la moitié de l'activité des entreprises du secteur du bâtiment. Il convient de souligner que l'impact des travaux de rénovation thermique dans le bâti ancien contribue significativement au maintien global de leur niveau d'activité.

Le domaine des travaux publics n'est pas non plus épargné. Dépendant à parts relativement égales de la commande publique et privée, il subit également les affres de la crise et en particulier la contraction des crédits publics. Ainsi, a-t-il vu son chiffre d'affaires se réduire d'environ 20 % en 5 années.

Ces deux secteurs traversent donc l'une des plus grandes crises qu'il a été possible d'observer depuis longtemps. Leur capacité à y résister de façon encore prolongée apparaît relative. Il est donc indispensable d'envisager le déploiement au plan régional de politiques pouvant plus encore qu'actuellement contribuer à les soutenir. La rénovation thermique de l'habitat existant, déjà objet d'une attention soutenue de la part des pouvoirs publics, est l'un de ces axes possibles de relance. Au-delà des dispositifs en vigueur, il est sans doute utile de réfléchir à des politiques plus volontaristes notamment en termes de tiers financement.

Egalement, la question de la mise à niveau du patrimoine de la Reconstruction, patrimoine historique et identitaire s'il en est pour la Basse-Normandie, est un autre domaine souhaitable d'intervention et par ailleurs susceptible de bénéficier de concours européens spécifiques. Ce patrimoine d'au moins 60 000 logements concerne un large éventail de communes et de territoires. Sa requalification répond à un véritable besoin et peut contribuer à redonner aux centres-villes concernés un regain d'attractivité.



A l'issue de cet avis et compte tenu des informations factuelles qu'il rassemble, il apparaît que la situation économique et sociale régionale est demeurée en 2013 préoccupante même si la Basse-Normandie a enregistré en certains domaines des résultats favorables. Les moyens et les efforts déployés par l'ensemble des acteurs -ménages, associations, entreprises et pouvoirs publics-, pour résister sont permanents et considérables. Ils porteront sans nul doute leurs fruits. Les questions essentielles restent celles de la durée de cet épisode de crise ou plutôt de mutation et de la capacité de la région et de ses composantes à s'y adapter.

Il convient par ailleurs de souligner qu'en 2014 la conjoncture pourrait connaître une amélioration d'autant plus que la tenue de différents événements et notamment le 70^{ème} anniversaire du Débarquement et les Jeux Equestres Mondiaux devraient donner une impulsion et une attractivité supplémentaires à la région.